

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

27 janvier 2021

---

**RESPECT DES PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE - (N° 3797)**

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N ° 590

présenté par  
Mme Ménard

-----

**ARTICLE 8**

À l'alinéa 13, après la seconde occurrence du mot :

« agissements »,

insérer les mots :

« par l'autorité judiciaire compétente ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

L'article L. 212-1 du code de la sécurité intérieure dispose que sept critères existent pour permettre au Gouvernement de dissoudre par décret en conseil des ministres des associations ou groupements de fait.

Il s'agit ici de rappeler l'importance d'une information des dirigeants de ces structures par une autorité judiciaire compétente.